

mazars

2 bis Avenue Pierre de Coubertin
38170 Seyssinet Pariset

SPINEWAY

**Rapport du commissaire aux comptes sur
les comptes annuels**

Exercice clos le 31/12/2021

SPINEWAY

Société anonyme
RCS Lyon B 484 163 985

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31/12/2021

A l'assemblée générale de la société SPINEWAY,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société SPINEWAY relatifs à l'exercice clos le 31/12/2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01/01/2021 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Comme indiqué dans le paragraphe « Frais de recherche et de développement » de la note 1 « Règles et méthodes comptables » de l'annexe aux comptes annuels, les frais de développement sont comptabilisés en immobilisations incorporelles lorsque l'ensemble des critères d'activation prévus par les règles et principes comptables français sont respectés. Nous avons vérifié la conformité de la méthode retenue par la société avec les règles et principes comptables français pour déterminer les modalités de l'inscription à l'actif des frais de développement ainsi que celles retenues pour leur amortissement, nous avons apprécié le caractère raisonnable des modalités d'évaluation de ces frais, notamment, les prévisions d'activité et de profitabilité ainsi que les modalités retenues pour l'amortissement des frais de développement. Nous nous sommes assurés que le paragraphe « frais de recherche et de développement » de l'annexe fournit une information appropriée.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

[Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires](#)

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assuré que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

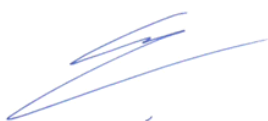
En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le commissaire aux comptes

Mazars Gourgue

Seyssinet Pariset, le 16 février 2022,



Bertrand CELSE



Séverine HERVET

Bilan Actif

Etat exprimé en euros

		31/12/2021			31/12/2020
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)					
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				9 116
	Frais de développement	372 527	153 629	218 898	
	Concessions brevets droits similaires	162 485	145 553	16 932	22 540
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles	1 260 523	12 440	1 248 083	1 241 694
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				20 337
	Constructions	107 231	87 731	19 499	491 003
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	5 480 193	5 185 670	294 523	11 139
	Autres immobilisations corporelles	426 545	398 024	28 520	
	Immobilisations en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
Participations évaluées selon mise en équival.				4 419 929	
Autres participations	5 468 640	468 779	4 999 861	1 511	
Créances rattachées à des participations	3 667 100	3 667 100			
Autres titres immobilisés					
Prêts				91 629	
Autres immobilisations financières	237 274	142 730	94 543		
	TOTAL (II)	17 182 517	10 261 657	6 920 860	6 308 898
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements	17 401		17 401	44 704
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises	2 587 310	887 228	1 700 081	1 867 281
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances clients et comptes rattachés	1 869 626	243 124	1 626 503	1 081 531
	Autres créances	1 155 636		1 155 636	358 142
Capital souscrit appelé, non versé					
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	5 000 000		5 000 000		
DISPONIBILITES	8 693 853		8 693 853	4 838 512	
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	108 908		108 908	107 640
	TOTAL (III)	19 432 734	1 130 352	18 302 383	8 297 810
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
Primes de remboursement des obligations (V)					
Ecart de conversion actif (VI)	24 753		24 753	297 404	
TOTAL ACTIF (I à VI)		36 640 005	11 392 009	25 247 996	14 904 112

(1) dont droit au bail

(2) dont immobilisations financières à moins d'un an

(3) dont créances à plus d'un an

166 510

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

		31/12/2021	31/12/2020
Capitaux Propres	Capital social ou individuel	1 576 030	463 276
	Primes d'émission, de fusion, d'apport ...	21 617 077	10 029 831
	Ecarts de réévaluation		
	RESERVES		
	Réserve légale	33 955	33 955
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves réglementées		13 064 950
	Autres réserves		
	Report à nouveau	(525 685)	
	Résultat de l'exercice	(1 512 848)	(13 590 634)
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
	Total des capitaux propres	21 188 529	10 001 377
Autres fonds propres	Produits des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées	137 266	197 577
	Total des autres fonds propres	137 266	197 577
Provisions	Provisions pour risques	53 537	333 366
	Provisions pour charges		
	Total des provisions	53 537	333 366
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires	500 000	
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	1 660 154	2 340 595
	Emprunts et dettes financières divers	9 396	359 396
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	794 919	836 778
	Dettes fiscales et sociales	860 162	823 524
	DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	(90)	(90)	
Autres dettes	12 840	10 542	
Produits constatés d'avance (1)	31 125		
	Total des dettes	3 868 505	4 370 744
	Ecarts de conversion passif	159	1 048
	TOTAL PASSIF	25 247 996	14 904 112
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	(1 512 847,82)	(13 590 634,39)
(1)	Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	2 776 100	2 865 021
(2)	Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	135 918	535 160

Compte de Résultat

		31/12/2021		31/12/2020	
		12 mois	% C.A.	12 mois	% C.A.
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises	3 891 735	91,09	3 331 144	98,57
	Production vendue (Biens)				
	Production vendue (Services et Travaux)	380 690	8,91	48 470	1,43
	Montant net du chiffre d'affaires	4 272 425	100,00	3 379 615	100,00
	Production stockée				
	Production immobilisée	572 244	13,39	902 297	26,70
	Subventions d'exploitation				
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges	345 864	8,10	847 728	25,08
Autres produits	364	0,01	1 053	0,03	
	Total des produits d'exploitation	5 190 898	121,50	5 130 693	151,81
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises	928 949	21,74	625 837	18,52
	Variation de stock	164 433	3,85	444 300	13,15
	Achats de matières et autres approvisionnements	142 335	3,33	235 590	6,97
	Variation de stock	27 303	0,64	8 688	0,26
	Autres achats et charges externes	1 804 203	42,23	2 090 390	61,85
	Impôts, taxes et versements assimilés	72 815	1,70	46 099	1,36
	Salaires et traitements	1 711 609	40,06	1 450 645	42,92
	Charges sociales du personnel	684 326	16,02	579 405	17,14
	Cotisations personnelles de l'exploitant				
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	739 788	17,32	1 250 972	37,02
Autres charges	3 763	0,09	152 051	4,50	
	Total des charges d'exploitation	6 279 524	146,98	6 883 978	203,69
	RESULTAT D'EXPLOITATION	(1 088 626)	-25,48	(1 753 285)	-51,88
PRODUITS FINANCIERS	Opéra. comm.				
	Bénéfice attribué ou perte transférée				
	Perte supportée ou bénéfice transféré				
	De participations (3)	1 429	0,03		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé (3)				
	Autres intérêts et produits assimilés (3)	329 723	7,72	52 489	1,55
	Reprises sur provisions et dépréciations et transfert de charges				
Différences positives de change	241	0,01	18 731	0,55	
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement					
	Total des produits financiers	331 393	7,76	71 220	2,11
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	1 589	0,04	297 625	8,81
	Intérêts et charges assimilées (4)	50 930	1,19	12 030 016	355,96
	Différences négatives de change	17 306	0,41	989	0,03
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
	Total des charges financières	69 825	1,63	12 328 630	364,79
	RESULTAT FINANCIER	261 569	6,12	(12 257 410)	-362,69
	RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	(827 058)	-19,36	(14 010 695)	-414,56
	Total des produits exceptionnels	278 137	6,51	257 592	7,62
	Total des charges exceptionnelles	1 136 443	26,60	69 151	2,05
	RESULTAT EXCEPTIONNEL	(858 306)	-20,09	188 441	5,58
	PARTICIPATION DES SALARIES				
	IMPOTS SUR LES BENEFICES	(172 516)	-4,04	(231 620)	-6,85
	TOTAL DES PRODUITS	5 800 428	135,76	5 459 505	161,54
	TOTAL DES CHARGES	7 313 276	171,17	19 050 139	563,68
	RESULTAT DE L'EXERCICE	(1 512 848)	-35,41	(13 590 634)	-402,14

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

1 - Règles et méthodes comptables

Désignation de la société : SPINEWAY SA

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2021, dont le total est de 25 247 996 € et le compte de l'exercice dégage une perte de 1 512 848 €. Le Conseil d'Administration a arrêté les comptes le 31 janvier 2022.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant une période du 01/01/2021 au 31/12/2021.

Les notes ou tableaux ci-dessous font partie intégrante des comptes annuels.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice clos au 31/12/2021 ont été élaborés et présentés en application du règlement ANC 2014-03 et des règlements ANC 2015-06 et 2016-07.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité d'exploitation

L'activité de Spineway induit un besoin en fonds de roulement important lié aux délais d'encaissements des créances clients, établissements de santé en France et distributeurs hors France, et un niveau de stocks élevé rendu nécessaire par la disponibilité des gammes d'implants.

La continuité d'exploitation 2022 est basée sur :

- Le niveau de trésorerie à la clôture, qui s'élève à 13.7 M€;
- Des hypothèses d'encaissements liées au budget de chiffre d'affaires ;
- Les financements garantis dans le cadre du contrat Negma dédiés aux besoins de trésorerie liés à l'activité et à la croissance organique qui sécurisent les besoins de trésorerie a minima de l'année à venir ;
- Une ligne de financement du BFR par un partenaire bancaire. Au 31 décembre 2021, les lignes court terme s'élèvent à 200 000 euros de MCNE. Cette ligne de financement sera renégociée d'ici le 30 juin 2022.

La société applique le règlement ANC no 2015-05 relatif aux instruments financiers à terme et aux opérations de couverture.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre

Il n'y a pas eu de changements de méthodes comptables.

- indépendance des exercices.

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Frais de développement : 3 à 5 ans
- * Frais d'enregistrement : 5 ans
- * Concessions, logiciels : 1 à 2 ans
- * Logiciel de gestion : 1 à 3 ans
- * Autres immobilisations incorporelles : 10 ans (brevets)
- * Mat tests/essais : 1 à 2 ans
- * Matériel et outillage industriels : 3 ans, dont kits d'instruments mis à disposition des clients.
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 3 à 10 ans
- * Matériel de bureau : 3 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 3 à 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les frais d'agrément sont immobilisés lorsqu'il s'agit de l'acquisition de dossiers d'agrément déjà existants

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

et détenus par des tiers.

Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les immobilisations financières sont, le cas échéant, dépréciées par voie de provision pour dépréciation pour tenir compte de leur valeur de réalisation nette à la date d'arrêté des comptes, dans le cas où cette dernière est inférieure à la valeur nette comptable.

Stocks

Les stocks sont évalués à leur coût d'acquisition.

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les stocks ont été, le cas échéant, dépréciés par voie de provision pour dépréciation pour tenir compte de leur valeur de réalisation nette à la date d'arrêté des comptes, dans le cas où cette dernière est inférieure à la valeur nette comptable.

Les stocks sont composés principalement de marchandises destinées à la vente hormis un stock limité de matières premières que la société achète pour le compte de ses sous-traitants pour des questions réglementaires.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale diminuée, le cas échéant, d'une provision pour dépréciation pour les ramener à leur valeur nette de réalisation estimée.

Les provisions pour dépréciations des créances clients sont déterminées sur la base :

- Des risques constatés sur les clients, en contentieux, en règlement judiciaire et en liquidation judiciaire (comptabilisation en dépréciation).

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

- D'une analyse au cas par cas de la situation de chaque client couplée à la situation des pays concernés.

Au 31 décembre 2021, les créances clients nettes représentent 1 626 503 euros.

En 2021, la société a classé en douteux 2 créances de distributeurs pour un total de 12 320 euros et repris la provision de 10 369 euros du 31 décembre 2020. Le montant total des clients douteux au 31 décembre 2021 s'élève à 243 124 euros entièrement dépréciés.

Dettes financières

Les emprunts moyens et longs termes sont à taux fixes et ont été souscrits en euros sauf un emprunt de 500 k\$ ayant servi à capitaliser la filiale américaine.

Les billets financiers et les MCNE sont à taux variables.

Le détail des outils court-terme utilisés au 31/12/2021 est le suivant :

MCNE : 133 505 euros sur un total de 200 000 euros.

Pour rappel

En date du 17 octobre 2019, Spineway a signé un contrat de financement avec Negma Group Ltd par l'émission de 16 000 bons lesquels donnent lieu à l'émission d'un maximum de 16 000 obligations convertibles en actions ordinaires nouvelles assorties de bons de souscription d'actions représentant un emprunt obligataire d'un montant nominal global maximum de 40 000 000 d'euros.

Au 31 décembre 2021, Spineway comptabilise 7 emprunts bancaires en cours et un emprunt obligataire. Dans un contexte de COVID-19, la société a souscrit à quatre PGE pour un total de 1 270 K€ sur une durée minimale de 12 mois au taux de 0% auprès d'établissements bancaires partenaires. Ce contexte sanitaire perdurant, la société a opté pour différer le début de remboursement de ces emprunts à un an. Les PGE commenceront à être remboursés en juin 2022.

S'agissant des 3 autres prêts bancaires qui couvrent 30% des montants restants dus au 31 décembre 2021

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

au titre des emprunts contractés par Spineway, les covenants sont, à titre d'illustration :

- Permettre des contrôles sur place ou sur pièce de l'exactitude des justifications fournies ;

- Obligation d'information :

- Documents comptables (comptes annuels, situation intermédiaire...),
- Changement majeur dans la situation financière (événement susceptible d'affecter sensiblement le volume des engagements financiers, toute décision de rupture ou non renouvellement de concours bancaire par une autre banque...) ou juridique (changement de forme sociale, changement de représentant, procédure collective, perte de la moitié du capital social, fusion...).

- Réaliser l'intégralité du projet objet du prêt et informer le prêteur de toute évolution conduisant à modifier le projet initialement présenté et financé ;

- Fournir toutes justifications relatives à l'objet du prêt ou montant de la dépense ;

S'agissant du prêt contracté en dollars : Supporter le risque de change et établir tout compte rendu requis par la réglementation des changes ;

La conséquence qui pourrait découler du non-respect des covenants est une exigibilité anticipée de l'emprunt concerné.

A la date du 31 décembre 2021 Spineway respecte ces covenants.

Deux emprunts souscrits par la société ont été souscrits auprès de la BPI pour un montant global de 1.000 K€ :

Contrat BPI Prêt innovation souscrit le 10/12/2014

Montant initial emprunté : 400 K€

Taux : 4,12% (taux fixe)

Durée : 7 années

Échéance initiale : 31/12/2021. En attente du nouvel échéancier

Périodicité : trimestrielle

Modalités de remboursement : 8 trimestres de différés d'amortissements du capital suivis de 20 versements trimestriels (amortissement du capital + intérêts)

Objet du prêt : Renforcement de la structure financière

Engagements de Spineway :

- Réaliser une augmentation du capital d'au moins 1.240 K€ (réalisée le 16 juillet 2014)
- Permettre les contrôles

Contrat BPI Prêt export du 14/10/2014

Montant initial emprunté : 600 K€

Taux : 3,15% (taux fixe)

Durée : 6 années et 9 mois

Échéance initiale : 30/09/2021. En attente du nouvel échéancier

Périodicité : trimestrielle

Modalités de remboursement : 7 trimestres de différés d'amortissements du capital suivis de 20 versements trimestriels (amortissement du capital + intérêts)

Objet du prêt : Financement des dépenses immatérielles liées au lancement industriel et commercial d'une

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

innovation.

Engagements de Spineway :

- Souscrire des contrats d'assurance Groupe Décès-Invalidité concernant MM Le Roux et Laurito. Montant assuré : 300 K€ chacun. (Ces contrats d'assurance ont été souscrits)
- Permettre les contrôles

Au 31 décembre 2021, le total des montants restants dus au titre de ces deux emprunts est de 70K euros sur un total de 1 523K euros d'emprunts.

Le groupe mobilise certaines créances commerciales nées à l'étranger, ces créances cédées ne font l'objet d'aucune déconsolidation dès lors que le groupe conserve notamment le risque d'irrecouvrabilité associé aux créances cédées.

La garantie COFACE est une subvention reçue concernant des frais de prospection engagés sur des zones où la société ne faisait pas de chiffres d'affaires, à savoir certains pays d'Europe et certains pays d'Asie.

Cette subvention est remboursée sur la base d'une commission représentant 7% du chiffre d'affaires réalisé par le Groupe dans les pays concernés à partir du 01 octobre 2017. La subvention obtenue depuis 2015 s'élève à 267 K€.

La société a remboursé 23 K€ sur 2018, 44 K€ sur 2019 et 7 K€ sur 2020 et 60K€ sur 2021.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité courante de l'entreprise.

Au 31 décembre 2021, les autres charges exceptionnelles comprennent principalement des frais de conseils et honoraires exceptionnels. Les autres produits exceptionnels incluent pour leur part un gain de change exceptionnel sur la filiale US présenté pour une meilleure appréhension des résultats à ce niveau compte-tenu du montant exceptionnel.

Les dotations aux provisions sur risques et charges se rapportent aux créances rattachées à la participation US

Les dotations aux provisions pour risques et chages sur immobilisations se rapportent aux dépréciations de frais de R&D.

Résultat financier

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Le résultat financier comprend des intérêts des emprunts bancaires, des provisions et reprises de provisions.

Opérations en devises

Lors d'acquisition d'actif en monnaie étrangère, le taux de conversion utilisé est le taux du jour ou, le cas échéant, celui de la couverture si celle-ci a été prise avant l'opération. Les frais engagés pour mettre en place les couvertures sont également intégrés au coût d'acquisition.

Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice. La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en écart de conversion.

Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques, en totalité suivant les modalités réglementaires.

Engagements de retraite

L'engagement de retraite est constitué par les indemnités de fin de carrière (IFC) du personnel de l'entité française, la législation prévoyant que des indemnités soient versées aux salariés au moment de leur départ en retraite, en fonction de leur ancienneté et de leur salaire à l'âge de la retraite.

Les engagements à la clôture sont calculés sur la base du salaire des salariés à l'âge de la retraite et sur la base de l'ancienneté de chaque salarié à la clôture par rapport à son ancienneté à l'âge de la retraite.

Les hypothèses utilisées pour le calcul des engagements sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 0.98% au 31 décembre 2021 (contre 0.5 % au 31 décembre 2020) ;
- Table de mortalité INSEE 2016-2018 ;
- Taux de rotation du personnel moyen.

	31 décembre 2020	31 décembre 2021
Age de départ	62 ans	62 ans - président 67 ans
Taux d'actualisation	0.5%	0.98%
Taux de croissance de salaires	0%	0%
Taux de charges sociales	44% cadres - 22 % employés - 35% autres	44% cadre - 22% employés
Table de mortalité	TG05	INSEE 2016-2018

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Le groupe n'attend pas de variation significative de ses engagements de retraite sur les prochaines années.

Frais de recherche et de développement

Les coûts sont immobilisés seulement si les projets initiés répondent aux critères suivants :

- Le projet ou process est clairement défini et les coûts afférents sont mesurés de façon fiable et identifiés clairement,
- La faisabilité technique est démontrée
- Le produit ou processus a de sérieuses chances d'être commercialisé ou utilisé en interne,
- Les actifs sont générateurs d'avantages économiques futurs,
- Les ressources techniques et financières adéquates et les autres ressources nécessaires à l'achèvement du projet sont disponibles.

La société, depuis le second semestre 2019, remplit l'ensemble des critères d'activation des projets de développement.

Les coûts de développements éventuellement engagés pour des projets qui ne correspondraient pas à ces critères seraient comptabilisés au compte de résultat dès leur engagement.

Les dépenses de développement comprennent des coûts directs et indirects engagés sur les projets et notamment les salaires des chercheurs, ingénieurs et techniciens ainsi que des coûts de sous-traitance engagés pour les activités de développement.

L'effort de développement donne lieu sur l'exercice à la constatation d'une production immobilisée de frais de développement dans le compte Immobilisations incorporelles en cours pour un montant de 572 244 euros sur 2021 contre 902 297 € pour 2020 (358 296 € pour le 2^e semestre 2019).

Lorsque les frais seront activés, ils seront amortis linéairement.

Sur 2021, 249 611 euros de frais de projets R&D ont été activés, ils sont amortis linéairement sur 5 ans.

Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, et à chaque clôture d'exercice, les projets de développement inscrits à l'actif du bilan font l'objet d'une analyse afin de s'assurer que chaque projet remplit toujours les critères d'activation. Le cas échéant, une dépréciation est comptabilisée.

Sur 2021, 326 496 euros ont été dépréciés suite à des arrêts de projets.

Il est rappelé que, conformément aux règles françaises en la matière, l'existence au niveau de l'actif du bilan de coûts de développement non encore amortis et supérieures au montant des réserves libres fait obstacle à la distribution.

Chiffres d'affaires

Pour les ventes directes aux hôpitaux (essentiellement France), le chiffre d'affaires est comptabilisé lors du

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

transfert de propriété des marchandises aux clients. Dans la plupart des cas, le client, hôpital ou clinique, déclare à la société les références consommées dans le cadre de stocks déposés en consignment ou en prêt. Il est alors procédé à une facturation des produits consommés. Le chiffre d'affaires est constaté au moment de la facturation.

Pour le chiffre d'affaires des distributeurs étrangers, la comptabilisation est faite en fonction des règles INCOTERM. Un ajustement est calculé, si nécessaire, pour prendre en compte les conditions spécifiques de transfert de propriété définies dans les commandes ou accords contractuels. L'INCOTERM généralement utilisé est EXW (ex WORKS).

Le chiffre d'affaires correspond à la facturation après déduction des remises ou rabais commerciaux. Les refacturations des frais de transport sont également incluses dans le chiffre d'affaires.

Enfin, le chiffre d'affaires inclut également des produits annexes qui correspondent essentiellement à des refacturations directement liées à l'activité courante, principalement des refacturations de frais de congrès ou de salons lorsque ceux-ci sont payés par la société pour le compte de ses distributeurs ou de prestations réalisées pour le compte de la société SPW Inc leur sont refacturés.

Faits Caractéristiques

o Évolution du Groupe en contexte COVID

Dans un contexte toujours perturbé par la pandémie, Spineway clôture l'exercice 2021 avec un chiffre d'affaires de 4,3 M€ en croissance de 27% par rapport à 2020, porté par une bonne dynamique commerciale concrétisée par un 4ème trimestre à 1,3 M€ en progression de +26% par rapport à l'an passé.

Cette croissance bénéficie tout particulièrement de la bonne orientation des ventes des zones historiques du Groupe. Ainsi, l'Amérique Latine enregistre un chiffre d'affaires de près de 2 M€ en amélioration de +33% par rapport à l'exercice 2020 et ce malgré une situation toujours compliquée ; tandis que les ventes en Asie s'inscrivent à 1 M€ en croissance de 19% par rapport à 2020.

Par ailleurs, bénéficiant des premières synergies commerciales avec la société Distimp, les ventes en Europe s'établissent à près d'1 M€ et progressent de +38% par rapport à l'an passé.

- o Poursuite de la sécurisation du financement grâce au contrat NEGMA et à l'obtention de 100% des PGE dont le remboursement a été différé d'un an.

Ce contrat conclu en octobre 2019 avec Negma GROUP LTD par émission d'OCA avec BSA attachés pour un montant total potentiel de 40 millions d'euros correspondant à 16 000 Bons d'émission d'ici à juin 2022 a

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

pour objet de financer des projets de rapprochement capitalistique et accompagner sa stratégie mais aussi de supporter les besoins de trésorerie liés à l'activité courante notamment en lien avec la pandémie actuelle.

Il reste à la date du présent rapport 13.3 M€ de financement additionnel au titre de ce contrat qui a permis un apport en trésorerie de 18.7 M€ depuis sa conclusion.

- o Renforcement des fonds propres

La conversion des obligations convertibles ou échangeables en actions ordinaires nouvelles ou existantes sur la période allant de janvier 2021 à fin décembre 2021 a engendré une augmentation de capital de 1 112 753,81 euros par la création de 11 127 538 097 actions de 0,0001 euro chacune et une prime d'émission de 11 587 246 euros.

Le capital au 31 décembre 2021 est composé de 15 760 297 542 actions de 0,0001 euro chacune.

- o Plan stratégique de croissance du groupe

Le renforcement de la trésorerie et des capitaux propres permet dorénavant au groupe d'initier son plan de croissance afin de constituer un acteur européen de taille moyenne spécialiste dans le rachis. A ce titre, le groupe a acquis une 1ère société DISTIMP le 25 juin 2021 (cf. Immobilisations financières).

Cette acquisition permet à Spineway d'élargir son offre de produits et services, en proposant une gamme plus large d'implants et instruments pour le traitement des maladies sévères de la colonne vertébrale ainsi que de nouvelles techniques opératoires à forte valeur ajoutée à destination des chirurgiens. Cette opération va également permettre au Groupe de renforcer ses positions commerciales, notamment en France, en s'appuyant sur le large réseau de chirurgiens du rachis dont Distimp dispose.

Evènements marquants de l'exercice 2020

- o Impact du Covid-19 sur les principaux agrégats

En 2020, l'épidémie de Coronavirus a touché de nombreux pays. La France était concernée via les mesures de confinement prises depuis mi-mars, mais aussi la filiale US et d'une manière plus large la plupart des pays dans lesquels le groupe Spineway évolue.

A ce titre, pour rappel le chiffre d'affaires du Groupe avait été fortement pénalisé en 2020 par l'arrêt des chirurgies non obligatoires lié au contexte de pandémie se traduisant par une baisse du chiffre d'affaires de 33% en lien notamment avec de très fortes contre-performances sur le 2e et 3e trimestre 2020.

L'impact de la baisse du chiffre d'affaires amplifiée par une présence à l'export dans des pays très fortement touchés, est légèrement atténué au niveau du résultat par l'initiation d'un plan d'économies de coûts. Et des baisses de dépenses directement liées à l'impossibilité de déplacement. Dans le cadre des

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

mesures gouvernementales destinées à soutenir les entreprises, Spineway avait obtenu l'accord de ses banques pour l'octroi d'un Prêt Garanti par l'État d'un montant de 1 270 000 euros, soit le maximum accordable. Ce prêt est venu ainsi renforcer la trésorerie du Groupe et lui permettre de maintenir ses activités jusqu'à la reprise des chirurgies sur l'ensemble de ses zones d'implantation.

- o Incidence du contrat Negma en contexte boursier défavorable

En lien avec un cours de bourse inférieur au nominal par action (contreperformance boursière, contexte Covid et marchés financiers fortement impactés), l'application du contrat Negma s'était traduit par des charges financières pour un total de 12 M€ au titre du mécanisme de compensation contractuel et de l'option retenue par le Groupe d'apurer ses compensations par émission d'OC et création d'actions et non par paiement en numéraire afin de ne pas pénaliser la trésorerie. Le montant de la compensation se décomposait de la manière suivante :

- 1 450 000 euros de commitment fees
- 6 646 024 euros de compensations
- 2 905 559 euros de revalorisation de la créance liée à l'augmentation de capital du 19 mai 2020
- 976 208 euros de revalorisation de la créance liée à l'augmentation de capital du 10 septembre 2020.

- o Opérations sur le capital

La conversion des obligations convertibles ou échangeables en actions ordinaires nouvelles ou existantes sur la période allant de janvier à avril 2020 a engendré une augmentation de capital de 8 500 000 d'euros par la création de 805 000 000 actions de 0.010 euro chacune.

Par décisions en date du 19 mai 2020, le Président Directeur Général faisant usage des pouvoirs qui lui ont été subdélégués par le Conseil d'Administration du 3 octobre 2019, a constaté une augmentation de capital de 4 565 217 d'euros par création de 456 521 700 d'actions nouvelles de 0,01 euro de valeur nominale chacune.

Par délibérations de l'Assemblée Générale Mixte du 26 mai 2020, le capital social a été réduit de 12 012 649,45 euros, pour le ramener de 17 160 927,79 euros à 5 148 278,24 euros, par voie de diminution de la valeur nominale des actions de 0,01 euro à 0,003 euro.

La conversion des obligations convertibles ou échangeables en actions ordinaires nouvelles ou existantes sur la période allant de mai à mi-septembre 2020 a engendré une augmentation de capital de 2 750 000 d'euros par la création de 916 666 666 actions de 0,003 euro chacune.

Par délibérations de l'Assemblée Générale Mixte du 16 septembre 2020, le capital social a été réduit de 7 635 002,40 euros, pour le ramener de 7 898 278.34 euros à 263 275.94 euros, par voie de diminution de la valeur nominale des actions de 0,003 euro à 0,0001 euro.

La conversion des obligations convertibles ou échangeables en actions ordinaires nouvelles ou existantes

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

sur la période allant de mi-septembre 2020 à fin décembre 2020 a engendré une augmentation de capital de 200 000 d'euros par la création de 2 000 000 000 actions de 0,0001 euro chacune et une prime d'émission de 1 800 000 euros.

Le capital au 31 décembre 2020 est composé de 4 632 759 445 actions de 0,0001 euro chacune.

- o Participation IMS

Le 6 mai 2019, Spineway a pris une participation au capital d'INTEGRAL MEDICAL SOLUTIONS (IMS), société holding de tête d'un groupe de sociétés dans le secteur de la santé fortement investi dans la gestion d'hôpitaux en Amérique Latine et en Afrique.

Des difficultés de mise en œuvre du versant opérationnel ont conduit la société à négocier avec IMS l'issue de cette participation.

Une procédure a été initiée devant le tribunal arbitral de Genève. A noter, qu'aucun élément de fait n'a été apporté par IMS depuis l'introduction de la demande d'arbitrage au début du mois d'août 2020.

SPINEWAY demeure donc propriétaire des titres.

A ce jour, il n'existe aucun indice de perte de valeur des titres IMS.

- o Contrôle fiscal

La société a fait l'objet d'un contrôle fiscal en 2014, à l'issue duquel l'administration a adressé une mise en demeure à Spineway pour un montant de 191 K€.

Le premier jugement au tribunal administratif a été défavorable au groupe, la société a réglé le montant total demandé par l'administration en juillet 2018.

La cour administrative d'appel de Lyon par jugement en date du 04 juin 2020 a annulé le jugement du tribunal administratif. Ainsi, les comptes 2020 tiennent compte d'un produit exceptionnel sur exercices antérieurs de 199K€, montant perçu en septembre 2020.

Evènements postérieurs à la clôture

- o Participation IMS

Le tribunal arbitral de Genève a rendu sa sentence en date du 20 Janvier 2022 en faveur de la Société Spineway. INTEGRAL MEDICAL SOLUTIONS (IMS) est ainsi condamnée à verser à Spineway l'intégralité du prix d'acquisition des titres soit 4 160 k€ majoré des intérêts au taux légal à compter du 23 octobre 2019 et à lui rembourser 105 k€ au titre des frais d'arbitrage déjà pris en charge directement par Spineway. La société IMS dispose d'un délai de 30 jours pour exercer un recours contre cette décision, étant précisé que ce recours, sauf cas particulier, n'aurait pas d'effet suspensif. En outre, cette sentence reste soumise à des procédures de recouvrement dans les pays où est implanté le groupe IMS.

Immobilisations

Etat exprimé en euros

	Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2021
		Augmentations		Diminutions		
		Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES						
Frais d'établissement et de développement	122 916		568 965		319 354	372 527
Autres	1 405 424		587 173	569 589		1 423 008
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 528 340		1 156 138	569 589	319 354	1 795 535
CORPORELLES						
Terrains						
Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencet aménagement	98 130		9 100			107 231
Instal technique, matériel outillage industriels	5 295 765		184 428			5 480 193
Instal., agencement, aménagement divers	131 047					131 047
Matériel de transport						
Matériel de bureau, mobilier	266 041		29 457			295 498
Emballages récupérables et divers						
Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	5 790 983		222 985			6 013 968
FINANCIERES						
Participations évaluées en équivalence						
Autres participations	8 138 919		996 822			9 135 740
Autres titres immobilisés						
Prêts et autres immobilisations financières	234 030		3 244			237 274
TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	8 372 948		1 000 066			9 373 014
TOTAL	15 692 272		2 379 189	569 589	319 354	17 182 517

Annexe libre

Etat exprimé en euros

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont composées de :

- Brevets acquis pour un total cumulé de 12 500 €
- Acquisition de droits d'agrément pour 122 916 €
- Logiciels pour un total de 53 912 €
- Logiciels de gestion pour un total de 108 574 €
- Frais de recherche et développement pour un total de 249 611 €
- D'immobilisations incorporelles en cours pour un total de 1 244 663 €

Les immobilisations incorporelles en cours correspondent à des frais de R&D immobilisé sur l'exercice.

Immobilisations corporelles

Au 31 décembre, la société a immobilisé 236 665 € en immobilisations corporelles dont 184 427 € en installations techniques, matériels et outillages industriels.

Et se décompose comme suit :

- 174 007 € au titre des kits d'instruments, mis en dépôt chez les clients.
- 10 421 € au titre de matériels de tests/essais

Les coûts de maintenance et de réparation sont comptabilisés en charge sur la période.

Immobilisations financières

Au 31 décembre, la quasi-totalité de l'augmentation de la dépréciation concerne les participations et créances rattachées (filiale US). Cette dépréciation est comptabilisée en exceptionnel.

Concernant les titres IMS, Aucun indice de perte de valeur n'a été identifié. Il est à noter que le tribunal d'arbitrage de Genève a rendu sa décision dans le litige opposant la société au groupe IMS. Cette sentence a été rendue en faveur de Spineway qui va pouvoir engager les procédures d'exécution de cette décision.

Amortissements

Etat exprimé en euros		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2021
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement	113 801	359 183	319 354	153 629
	Autres	141 190	16 803		157 993
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	254 991	375 986	319 354	311 622
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencement aménagement	77 794	9 938		87 731
	Instal technique, matériel outillage industriels	4 804 761	380 908		5 185 670
	Autres Instal., agencement, aménagement divers	128 676	2 371		131 047
	Matériel de transport Matériel de bureau, mobilier Emballages récupérables et divers	257 272	9 705		266 977
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	5 268 504	402 921		5 671 425	
TOTAL		5 523 495	778 907	319 354	5 983 047

Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires

	Dotations			Reprises			Mouvement net des amortisse- ment à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et de développement							
Autres immobilisations incorporelles							
TOTAL IMMOB INCORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal, agencement, aménag.							
Instal. technique matériel outillage industriels							
Instal générales Agencet aménagt divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau, informatique, mobilier							
Emballages récupérables, divers							
TOTAL IMMOB CORPORELLES							
Frais d'acquisition de titres de participation							
TOTAL							
TOTAL GENERAL NON VENTILE							

Annexe libre

Etat exprimé en euros

Au 31 décembre, pour les Installations techniques, matériel et outillage industriel, la société a constaté des dotations aux amortissements de 451 410 € :

- * 2 577 € au titre de l'outillage industriel
- * 378 331 € au titre du matériel industriel dont:
 - * 340 622 € pour les kits d'instruments
 - * 37 709 € pour les matériels de tests/essais

Etat des immobilisations financières

La hausse des immobilisations financières est principalement due à la revalorisation des créances rattachées à participation de la filiale US liée aux effets de change et à la comptabilisation des titres de participation suite à l'intégration fin juin 2021 de l'entité Distimp acquise pour 503K€ frais d'acquisition inclus. Le protocole d'acquisition prévoit que le prix d'acquisition est fonction de clauses de earn-out. Celles-ci pourront, éventuellement, entraîner des compléments de prix payables en 2022, 2023 et 2024 en fonction du chiffre d'affaires réel, de la marge brute, du Besoin en Fonds de Roulement et d'enveloppe de dépenses spécifiques à l'activité (coûts réglementaires, prêts de kits d'instruments) constatés à fin juin.

Les immobilisations financières ne font l'objet d'aucun amortissement.

Une provision sur actions propres a été portée à un montant de 141 984 €, basée sur le cours de la bourse au 31 décembre 2021.

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros		31/12/2021	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations	3 667 100		3 667 100
	Prêts (1) (2)			
	Autres immobilisations financières	237 274		237 274
	Clients douteux ou litigieux	243 124	243 124	
	Autres créances clients	1 626 503	1 626 503	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	6 500	6 500	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices	404 136	237 626	166 510
	Taxes sur la valeur ajoutée	46 267	46 267	
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	6 492	6 492	
	Groupe et associés (2)	671 429	671 429	
	Débiteurs divers	20 812	20 812	
	Charges constatées d'avances	108 908	108 908	
TOTAL DES CREANCES		7 038 544	2 967 660	4 070 884
(1) Prêts accordés en cours d'exercice				
(1) Remboursements obtenus en cours d'exercice				
(2) Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2021	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles (1)				
	Autres emprunts obligataires (1)	500 000	500 000		
	Emp. dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine (1)	135 918	135 918		
	Emp. dettes ets de crédit à plus 1an à l'origine (1)	1 524 236	431 831	1 092 405	
	Emprunts et dettes financières divers (1) (2)				
	Fournisseurs et comptes rattachés	794 919	794 919		
	Personnel et comptes rattachés	281 653	281 653		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	509 498	509 498		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée	34 258	34 258		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	34 752	34 752		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	(90)	(90)		
	Groupe et associés (2)	9 396	9 396		
	Autres dettes	12 840	12 840		
	Dettes représentative de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	31 125	31 125			
TOTAL DES DETTES		3 868 505	2 776 100	1 092 405	
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice	500 000				
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice	285 111				
(2) Emprunts dettes associés (personnes physiques)	9 396				

Produits à recevoir

Etat exprimé en euros

31/12/2021

Total des Produits à recevoir		240 360
Autres créances clients		195 526
<i>Factures à établir</i>	195 526	
Autres créances		44 834
<i>R.R.R. obtenir, avoirs non re</i>	12 637	
<i>Etat - produits à recevoir</i>	6 492	
<i>Banque - intérêts courus à rec</i>	25 705	

Provisions

Etat exprimé en euros

	Début exercice	Augmentations	Diminutions		31/12/2021
			Utilisées	Non utilisées	
PROVISIONS REGLEMENTEES					
Reconstruction gisements miniers et pétroliers					
Provisions pour investissement					
Provisions pour hausse des prix					
Provisions pour amortissements dérogatoires					
Provisions fiscales pour prêts d'installation					
Provisions autres					
PROVISIONS REGLEMENTEES					
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES					
Pour litiges					
Pour garanties données aux clients					
Pour pertes sur marchés à terme					
Pour amendes et pénalités					
Pour pertes de change	297 404	1 259	273 910		24 753
Pour pensions et obligations similaires					
Pour impôts					
Pour renouvellement des immobilisations					
Provisions pour gros entretien et grandes révisions					
Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer					
Autres	35 961		7 178		28 783
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	333 366	1 259	281 088		53 537
PROVISIONS POUR DEPRECIATION					
Sur immobilisations					
{ incorporelles					
{ corporelles					
{ des titres mis en équivalence					
{ titres de participation	3 717 478	418 401			4 135 879
{ autres immo. financières	142 401	329			142 730
Sur stocks et en-cours	884 462	275 057	272 290		887 228
Sur comptes clients	241 172	12 320	10 369		243 124
Autres					
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	4 985 513	706 108	282 659		5 408 962
TOTAL GENERAL	5 318 878	707 367	563 747		5 462 499

Dont dotations et reprises

{ - d'exploitation
- financières
- exceptionnelles

287 377

1 589

418 401

289 837

273 910

Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.

Charges à payer

Etat exprimé en euros

31/12/2021

Total des Charges à payer		657 804
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		3 449
<i>Int.courus / emp.aup.établt.cr</i>	1 036	
<i>Banque - Int courus à payer</i>	2 414	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		233 724
<i>Fournisseurs - fact non parven</i>	233 724	
Dettes fiscales et sociales		420 630
<i>Dettes prov. congés payés</i>	133 853	
<i>Autres charges à payer</i>	147 800	
<i>Charges Sociales sur congés à</i>	55 306	
<i>Ch.sociales/autres charges à p</i>	59 179	
<i>Etat - Autres charges à payer</i>	24 492	

Eléments concernant les entreprises liées et les participations

Etat exprimé en euros

31/12/2021

Entreprises liées

Entreprises avec lesquelles
la société à un lien
de participation

Etat exprimé en euros	31/12/2021	Entreprises liées	Entreprises avec lesquelles la société à un lien de participation
Actif immobilisé			
Avances et acomptes sur immobilisations			
Participations		1 048 711	4 419 929
Créances rattachées à des participations		3 667 100	
Prêts et autres immobilisations financières			
Actif circulant			
Avances et acomptes versés sur commandes			
Créances clients et comptes rattachés			
Autres créances			
Capital souscrit appelé, non versé			
Dettes			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières divers			
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes			
Produits financiers			
Produits de participations			
Autres produits financiers			
Charges financières			
Charges financières			
Autres éléments			

Elles concernent :

La société Spineway détient 100 % de Spineway INC et Distimp et 5 % de IMS.

Charges constatées d'avance

Etat exprimé en euros

	Période	Montants	31/12/2021
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION			108 908
Loyers et charges immob		40 769	
locations mobilières		2 856	
homologation		15 307	
assurances		9 371	
marketing et communication		11 526	
honoraires		15 000	
production		6 750	
voyages et déplacements		3 168	
Autres		4 162	
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			108 908

Variations des Capitaux Propres

Etat exprimé en euros

	Capitaux propres clôture 31/12/2020	Affectation du résultat N-1 ¹	Apports avec effet rétroactif	Variations en cours d'exercice ²	Capitaux propres clôture 31/12/2021
Capital social	463 276			1 112 754	1 576 030
Primes d'émission, de fusion, d'apport ...	10 029 831			11 587 246	21 617 077
Ecart de réévaluation					
Réserve légale	33 955				33 955
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves réglementées	13 064 950			(13 064 950)	
Autres réserves					
Report à nouveau		(13 590 634)		13 064 950	(525 685)
Résultat de l'exercice	(13 590 634)	13 590 634		(1 512 848)	(1 512 848)
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	10 001 377			11 187 152	21 188 529

Date de l'assemblée générale

Dividendes attribués

¹ dont dividende provenant du résultat n-1

Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice après affectation du résultat n-1 10 001 377

Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice après apports avec effet rétroactif 10 001 377

² Dont variation dues à des modifications de structure au cours de l'exercice

Variation des capitaux propres au cours de l'exercice hors opérations de structure 11 187 152

Actions propres détenues

Au 31 décembre 2021, Spineway détient 976 997 actions propres pour un total de 144 293,78 euros. Sur l'exercice, 2 084 503 actions ont été achetées et 1 753 002 actions vendues.

Les actions auto détenues représentent 0,006 % des actions totales.

La quote part du résultat correspondant à ces actions propres au titre de l'exercice est une perte sur cession de valeurs mobilières de placement de 244 euros et une provision pour perte latente sur titres auto détenus de 8 euros.

Opérations sur le capital

La conversion des obligations convertibles ou échangeables en actions ordinaires nouvelles ou existantes sur la période allant janvier à décembre 2021 a engendré une augmentation de capital

de 1 112 754 euros par la création de 11 127 538 097 actions de 0.0001 euro chacune et une prime d'émission de 11 587 246 euros.

Le capital au 31 décembre 2021 est composé de 15 760 297 542 actions de 0,0001 euro chacune.

Plan d'attribution gratuite d'actions

Le Conseil d'administration du 12 Juillet 2021, sur délégation de l'Assemblée Générale Mixte du 8 Mars 2021, a décidé de la mise en place d'un plan d'attribution d'actions gratuites composé d'un nombre maximum de 1 458 278 239 actions gratuites, soit 10 % du capital social de la Société au jour de la décision en faveur de l'ensemble des membres du comité de direction tel que composé à la date de la décision. Ce plan est assorti de conditions d'un délai d'attribution d'un an (soit au 12 Juillet 2022), de présence à la date d'expiration de la période d'acquisition, et d'atteinte de conditions de performance collective (50%) et individuelle (50%) spécifique à chaque manager concerné par le plan et d'un délai de conservation d'un an (jusqu'au 12 Juillet 2023).

TFT 2021

Tableau de flux	31/12/2021	31/12/2020
<u>Opération d'exploitation</u>		
Capacité d'Autofinancement de l'Exercice	-1 335	-685
Résultat net	-1 513	
Dotation et reprise amortissements et aux provisions	450	
charges ss impact sur treso	-272	
VNC immobilisations cédées ou HS	-	
Produits de cession des immobilisations	-	
Variation du Besoin en Fonds de Roulement	-184	485
var stocks	192	
var creances clients	-552	
var autres créances / autres dettes	215	
var dettes fournisseurs	-39	
<u>Flux net de trésorerie affecté aux opérations d'exploitation (A)</u>	<u>-1 519</u>	<u>-200</u>
<u>Opération d'investissement</u>		
Décassements provenant de l'acquisition d'immobilisations corporelles ou incoporelles	-490	-1 115
Encaissements résultant de la cession d'immobilisations corporelles ou incoporelles		
Décassements provenant de l'acquisition d'immobilisations financières	-582	-50
Encaissements résultant de la cession d'immobilisations financières	-	2
<u>Flux net de trésorerie affecté aux opérations d'investissement (B)</u>	<u>-1 072</u>	<u>-1 163</u>
<u>Opération de financement</u>		
Flux financiers liés au capital et emprunts obligataires	13 200	3 388
Emprunts bancaires	-284	1 084
Moyens de financement court terme	-746	-800
Autres Dettes financières	-723	
Autres flux financiers + retraitemetn non cash	-	
<u>Flux net de trésorerie affecté aux opérations de financement ©</u>	<u>11 446</u>	<u>3 672</u>
<u>Incidence des variations des cours des devises</u>	<u>-</u>	<u>2</u>
Variation de trésorerie (A+B+C)	8 855	2 311
Trésorerie à l'ouverture (D)	4 839	2 528
Trésorerie à la cloture (A+B+C+D)	13 694	4 839

Produits et Charges exceptionnels

Etat exprimé en euros

31/12/2021

Total des produits exceptionnels		278 137
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		4 227
<i>Produits des exo antérieurs</i>	4 227	
Reprises sur provisions et transferts de charges		273 910
<i>Repris.s/prov.risques charges</i>	273 910	
Total des charges exceptionnelles		1 136 443
Charges exceptionnelles sur opération en capital		391 546
<i>Charges except diverses</i>	391 546	
Dotations excep. aux amortissements et aux provisions		744 898
<i>Dot/amort. except. immobilisat</i>	326 496	
<i>Dot. prov. risques et charges</i>	418 401	
Résultat exceptionnel		(858 306)

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

Etat exprimé en euros

31/12/2021

Résultat avant impôts

Impôts (1)

Résultat après impôts

RESULTAT COURANT	(827 058)		(827 058)
RESULTAT EXCEPTIONNEL (et participation)	(858 306)		(858 306)
RESULTAT COMPTABLE	(1 685 364)		(1 685 364)

(1) après retraitements fiscaux.

Crédits Impôts :

-CI Recherche : 166 510 €

-CI innovation : 6 005 €

Engagements financiers

Etat exprimé en euros

31/12/2021

Engagements
financiers donnésEngagements
financiers reçus

Effets escomptés non échus		
Avals, cautions et garanties		
Engagements de crédit-bail Engagements de crédit-bail mobilier		
Engagements en pensions, retraite et assimilés Engagements en matière de pensions	122 700	
	122 700	
Autres engagements Gage sur stock, en contre partie de prêts court terme Nantissements fonds de commerce	985 000 560 000	
	1 545 000	
Total des engagements financiers (1)	1 667 700	
(1) Dont concernant : Les dirigeants Les filiales Les participations Les autres entreprises liées		

Annexe libre 2

Etat exprimé en **euros**

L'engagement de retraite supporté est constitué par les indemnités de fin de carrière (IFC) du personnel de l'entité française, la législation prévoyant que des indemnités soient versées aux salariés au moment de leur départ en retraite, en fonction de leur ancienneté et de leur salaire à l'âge de la retraite.

Les 985 K€ de gage sur stocks de marchandises de la Société pris par les banques en contrepartie des billets financiers court terme à 3 mois renouvelables.

Les 560 K€ de nantissement de fonds de commerce ont été accordés en contrepartie de l'emprunt de 500K\$ souscrit auprès du Crédit Agricole.

Par ailleurs, dans le cadre de l'acquisition de Distimp des compléments de prix (earn-out) sont prévus et dépendent de critères financiers précis (cf immobilisations financières)

Effectif moyen

	31/12/2021	Interne	Externe
EFFECTIF MOYEN PAR CATEGORIE			
Cadres & professions intellectuelles supérieures		19	
Professions intermédiaires		5	
Employés		2	
Ouvriers			
TOTAL		27	

--

Rémunérations des Dirigeants

Etat exprimé en euros

31/12/2021

Rémunérations des membres :

- des organes d'administration
- des organes de direction
- des organes de surveillance

En application du principe du respect du droit des personnes, cette information n'est pas toujours servie, car elle aurait pour effet indirect de fournir des renseignements à caractère individuel.

Informations non communiquées car permettant d'identifier la situation des dirigeants